

## Encourager l'immigration d'entrepreneurs au Canada

Des changements apportés au Règlement de l'immigration dans le but d'encourager les entrepreneurs à immigrer au Canada sont entrés en vigueur le mois dernier.

Les nouveaux critères sont moins restrictifs et mettent davantage l'accent sur la contribution possible de l'entrepreneur à l'économie et au marché du travail du Canada, sur le nombre d'emplois qui seront créés de même que sur l'expertise commerciale et la créativité dont s'enrichira le Canada.

"Nous avons découvert que maints entrepreneurs qui avaient des idées rentables ne pouvaient se qualifier comme immigrants dans cette catégorie parce qu'ils ne possédaient pas les intérêts majoritaires requis. Les modifications apportées au Règlement devraient permettre d'accroître le nombre des entrepreneurs étrangers qui viennent créer des emplois chez nous", a déclaré le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Ron Atkey.

## D'autres fonctionnaires soviétiques expulsés du Canada

Trois fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Ottawa ont été expulsés pour s'être livrés à des activités d'espionnage.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, a annoncé que l'ambassadeur de l'Union soviétique au Canada avait été prié le 21 janvier de retirer du Canada trois fonctionnaires: le capitaine premier grade Igor A. Bardeev, attaché militaire, naval et de l'air, son adjoint, le colonel Eduard I. Aleksanjan, et un chauffeur, M. V.I. Sokolov.

Mlle MacDonald a déclaré que les trois personnes en question avaient versé de l'argent à un Américain, qui occupait un "poste sensible" dans son pays, en échange de renseignements confidentiels sur les États-Unis.

Les diplomates soviétiques ont eu des rencontres clandestines avec leur contact américain dans la région d'Ottawa, pendant 16 mois environ. Au cours de ces réunions, organisées au moyen des stratagèmes traditionnels, des messages codés et des "boîtes aux lettres fictives", il y a eu communication de renseignements et versements d'argent.

Ces faits ont pu être établis à la suite d'une enquête menée par la Gendarmerie

royale du Canada avec la collaboration du FBI (Bureau américain de renseignements) qui a lui-même reçu de l'aide du citoyen américain impliqué dans cette affaire.

Le Ministre a noté que les expulsions actuelles surviennent moins de deux ans après le cas le plus sérieux d'espionnage au Canada depuis l'affaire Gouzenko en 1946. En dépit de l'expulsion de 13 membres de l'ambassade soviétique en février 1978 et des sévères avertissements du gouvernement à ce moment-là, l'ambassade avait, quelques mois après les expulsions, repris des activités venant en contrevention avec les règles de base de l'éthique diplomatique.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est dite particulièrement préoccupée que l'Union soviétique se soit servie, dans le cas présent, du territoire canadien comme base de ses opérations d'espionnage contre l'un de nos alliés.

## Visiteurs étrangers au Canada

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Ron Atkey, a annoncé plusieurs modifications au Règlement concernant les obligations des étrangers qui veulent visiter le Canada.

Ces modifications comportent notamment le retrait de l'exception de visa pour les citoyens du Chili; toute personne voyageant avec un passeport chilien doit obtenir un visa canadien (que l'on peut se procurer à une ambassade ou à un consulat du Canada à l'étranger) avant de pouvoir entrer au Canada. Ce changement suit une ligne de conduite, adoptée l'an dernier, alors que d'autres pays d'Amérique latine ont été rayés de la liste d'exemption de visa.

"À l'heure actuelle, seule une minorité des quelque 35 millions de visiteurs entrant au Canada chaque année a besoin d'un visa. Une telle situation accroît considérablement le travail de contrôle des non-immigrants à certains ports d'entrée achalandés, provoquant délais et mécontentement chez les voyageurs, sans parler des épreuves que doivent subir ceux qui se voient refuser l'entrée chez nous après avoir parcouru de longues distances en croyant être admis facilement au Canada", a déclaré M. Atkey.

Les modifications apportées au Règlement concernent également les étudiants et les travailleurs étrangers, de même que

(suite à la page 8)

## Fondation pour l'avancement du journalisme d'expression française

Une fondation vouée à l'avancement du journalisme d'expression française a été créée en janvier à Montréal. Il s'agit de la Fondation du cercle des femmes journalistes présidée par Mme L. Saint-Amant.

L'organisme poursuivra divers objectifs: l'organisation de cours, de colloques, de rencontres et de sessions d'information, de même que la publication et l'édition de livres, brochures et dépliants toujours dans le but d'encourager l'étude et l'avancement du journalisme d'expression française.

Parmi les membres fiduciaires de la Fondation, mentionnons Mme Renaude Lapointe, sénateur, Mme Jeanne Sauvé, député libéral fédéral, Mme Solange Chapat-Roland, député libéral à l'Assemblée nationale de Québec, et plusieurs anciennes présidentes du Cercle des femmes journalistes, des journalistes actives et des gens d'affaires et de professions. *Le Devoir*, 18 janvier.

## La télévision dans le Nord

La télévision directe par satellite est étendue au nord de la Colombie-Britannique, au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest, dans le cadre d'un projet pilote national.

Des émissions quotidiennes seront transmises vers des foyers, de petits systèmes de câblodistribution, des centres communautaires et des stations de redistribution à faible puissance, au moyen du satellite *Anik B*.

Le ministère des Communications (MDC) a loué de Télésat Canada certains canaux pour cette expérience qui touche quelque 45 localités éloignées où la réception est limitée ou mauvaise.

Des stations terriennes de 1,8 mètre, fabriquées au Canada et achetées par le Ministère pour l'exécution du programme, sont prêtées gratuitement aux usagers pendant la durée de l'expérience.

La phase du projet mené dans les provinces de l'Ouest est le fruit d'une collaboration entre le ministère des Communications, le Department of Universities, Sciences and Communications de la Colombie-Britannique, Radio-Canada, la British Columbia Television (affiliée au réseau CTV) et les gouvernements du Yukon et des Territoires-du-Nord-Ouest.